

*Le budget*

reçoit sa réplique du premier ministre, qui a dit: «Il n'y a pas de crise dans le Canada atlantique».

Au lieu d'aider la région de l'Atlantique avec ce budget, le ministre commence à faire disparaître les subventions de développement régional. La raison en est simple. Les conservateurs ont signé un accord de libre-échange—un très mauvais accord—with les États-Unis. Ceux-ci veulent que le Canada mette fin à ses subventions de développement régional. Le ministre des Finances n'attend même pas le début des négociations en matière de subventions. Il donne aux Américains ce qu'ils veulent avant même qu'ils l'aient demandé officiellement. Ce sont les Canadiens de la région de l'Atlantique qui écoperont.

Il en est de même des travailleurs de la Colombie-Britannique qui perdront leur emploi en raison de l'annulation de la construction du brise-glace Polar 8. Le gouvernement s'était pourtant engagé solennellement à défendre la souveraineté canadienne dans l'Arctique à n'importe quel prix. Qu'est-il arrivé? Il a changé son fusil d'épaule: défendre cette souveraineté est soudainement devenu trop dispendieux. Les Canadiens seront sans doute d'accord avec le maire d'Esquimalt, qui a dit: «Je suis en colère parce que le gouvernement nous a menti. Nous avons nettement l'impression d'avoir été trahis.» La trahison ne s'arrête pas là.

L'agriculture de l'Ouest traverse une très grave crise. Pendant ce temps, le gouvernement ne fait rien. Son budget ne prévoit aucune mesure pour remédier à cette crise. Le gouvernement est sourd même aux appels pressants de l'un des derniers premiers ministres provinciaux conservateurs, M. Devine de la Saskatchewan, que nous avons vu à la télévision hier soir.

• (1140)

À l'instar de la crise des pêches de l'Atlantique, la crise de l'agriculture de l'Ouest inquiète tous les Canadiens. Mais le gouvernement conservateur reste de marbre. Il ne fait rien.

[Français]

Monsieur le Président, le ministre adopte la même attitude à l'égard des groupes féminins. Il a procédé à des coupures claires dans les budgets consacrés à des programmes essentiels pour les femmes battues et maltraitées ou à la défense des intérêts des femmes pour améliorer l'égalité des chances et effacer l'historique d'injustice sociale à l'égard des femmes.

Ces crédits servaient à lever les obstacles à la pleine égalité pour les Canadiennes.

[Traduction]

Le traitement que le ministre a réservé aux autochtones est tout aussi honteux. Il sabre le financement des journaux et des émissions de radio et de télévision autochtones. Le ministre oublie toutefois que les collectivités autochtones ne peuvent se passer de leurs journaux et de leurs émissions de radio-télévision qui jouent un rôle essentiel, indispensable. Comme mon collègue le député de Western Arctic l'a fait remarquer, le ministre a oublié que ce sont les journaux autochtones qui ont provoqué la réouverture de l'affaire Donald Marshall et une intensification de la lutte pour l'égalité des autochtones dans notre système judiciaire.

Les gouvernements libéraux ont compris que les Canadiens moins favorisés ont besoin d'aide pour faire entendre leur voix dans l'élaboration des politiques gouvernementales. À cette fin, nous avons collaboré à la mise sur pied et au financement de groupes de pression. Nous n'avons pas toujours aimé ce qu'ils nous ont dit. Ce n'était pas toujours agréable d'entendre dire qu'une politique ou une autre devait changer. Nous estimions toutefois que ces groupes avaient le droit d'exposer leur point de vue. Nous les avons en fait établis et financés afin que nos décisions, comme gouvernement, tiennent compte des vues et des aspirations du plus grand nombre de personnes et afin que ces groupes puissent accomplir, entre eux et auprès des autres Canadiens, un travail d'information et de dynamisation.

Le gouvernement actuel déteste la critique. Il n'aime pas entendre dire qu'une politique est mal orientée ou qu'elle lèse un groupe en particulier. Sa réaction est simple: abattre le messager. Faire taire les groupes qui annoncent les mauvaises nouvelles en leur coupant les vivres. Cette attitude n'est pas seulement mesquine, elle manque de clairvoyance et, ultimement, elle va à l'encontre du but recherché.

Là où le gouvernement s'est montré le plus myope, c'est en ne proposant pas de programme de garderies. Il en promet un depuis près de six ans. Les parents et les enfants du Canada attendent toujours.

L'ancienne présidente du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, Doris Anderson, écrivait dans le *Star* de Toronto, la semaine dernière, au sujet des engagements que le premier ministre a pris avant les élections de 1984: «Les mensonges étaient tellement